

Elevages  
2 rue Kerivoal  
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 21/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**MADAME SUZANNE PLANTEC**

Camblan  
29800 Saint-Urbain

Références :  
Code AIOT : 0052903890

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2023 dans l'établissement MADAME SUZANNE PLANTEC implanté Camblan 29800 Saint-Urbain. L'inspection a été annoncée le 17/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MADAME SUZANNE PLANTEC
- Camblan 29800 Saint-Urbain
- Code AIOT : 0052903890
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral du 18/07/2018 pour l'exploitation d'un élevage de volaille de 71400 emplacements volailles.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- [Vérification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18/07/2018](#)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Dispositions relatives au compostage, températures	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	4 mois
6	Présence d'un plan d'épandage autorisé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	4 mois
7	Notification des modifications du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-II-d)	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	4 mois
9	Déclaration annuelle des émissions d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Lettre de suite préfectorale	8 mois
14	Stockage des déchets à risques sanitaire : produits vétérinaires, cadavres	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 18/07/2018, article 1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Tenue du registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	/	Sans objet
8	Réalisation du réexamen des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I	/	Sans objet
10	Dispositif de mesure du volume et relevé	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	/	Sans objet
11	Nettoyage des locaux et prévention des insectes et rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Sans objet
12	Mise en place et entretien d'extincteurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
13	Entretien et vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des effluents d'élevage n'est plus conforme à l'autorisation. Le fumier n'est plus composté par le procédé de micro organisme. Le fumier brut est épandu en partie sur les parcelles de l'exploitation et sur des terres mises à disposition sans validation préalable. Par ailleurs les eaux de lavage des poulaillers ne sont pas collectées vers un ouvrage de stockage conforme, mais dirigées et déversées sur l'ilot 8.

Enfin, aucune enceinte négative n'est présente sur l'exploitation, permettant une gestion conforme des animaux morts.

- Une mise à jour du plan d'épandage devra être réalisée sous un délai de 4 mois.
- Les eaux souillées devront être canalisées vers un ouvrage de stockage conforme sous un délai de 3 mois.
- Prévoir une gestion conforme des cadavres de volailles sous un délai de 3 mois.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/07/2018, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Disposition générale
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect de l'article 1er de l'arrêté préfectoral d'enregistrement relatif aux effectifs
<b>Constats :</b> <a href="#">Les effectifs sont conformes à l'arrêté préfectoral du 18/07/2018</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> <a href="#">Depuis la reprise d'exploitation par Madame Plantec, une dalle béton a été faite dans chaque bâtiment afin de faciliter le nettoyage. Cependant la gestion des eaux de lavage n'est pas conforme.</a> <a href="#">Ces dernières sont canalisées vers l'îlot 8 (implanté en herbe), où il a été observé une accumulation de matière.</a>  <a href="#">Sous un délai de 3 mois :</a> <a href="#">Canaliser les eaux de lavage et eaux souillées vers un ouvrage conforme afin d'éviter tout déversement vers le milieu.</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Tenue du registre des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.
<b>Constats :</b> <a href="#">Le plan recense les cuves de gaz.</a> <a href="#">Aucun salarié sur l'exploitation.</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.  La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :  - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;  - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</p> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :  - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;  - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;  - le numéro d'appel du SAMU : 15 ;  - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;  ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p><b>Constats :</b> Une ancienne fosse à lisier de bovin est utilisée comme réserve incendie, située sur le site en contre-bas, près de l'habitation de l'ancien exploitant.  Cette fosse est située à plus 300 mètres des poulaillers. Une attestation du SDIS en date du 20/09/2017 a validé cet ouvrage comme défense extérieure contre l'incendie. Tous les aménagements demandés n'ont pas été réalisés, et conformément à l'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral et notamment :  - l'empierrement complet de la zone d'accès  - La mise en place d'une signalétique, et la mise en place de panneaux directionnels</p> <p>- Réaliser les aménagements prévus sous un délai de 1 mois</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Dispositions relatives au compostage, températures**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :            — les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée ;            — la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines.            Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondants sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.</p>
<p><b>Constats :</b> La litière de volaille n'est plus compostée. Le fumier brut est exporté vers des mises à disposition non valides.</p> <p>- présenter la modification d'exploitation sous un délai de 4 mois</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 6 : Présence d'un plan d'épandage autorisé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Épandage et traitement des effluents d'élevage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.</p>
<p><b>Constats :</b> Le fumier de volaille non composté est épandu chez des prêteurs de terre non déclarés.</p> <p>SCEA LA PIERRE BLEUE : Une convention a été présentée, signée en 2016, ainsi que l'étude agro pédologique des parcelles et le risque érosif.            Ce document n'a pas fait l'objet d'un dépôt au service environnement ;</p> <p>Monsieur TROMEUR Gilbert : Absence de convention et d'étude des parcelles.</p> <p>Lors de l'inspection de septembre 2020 ces non-conformités avaient déjà été relevées.            Le plan d'épandage devra faire l'objet d'une actualisation sous un délai de 4 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 7 : Notification des modifications du plan d'épandage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-II-d)
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Épandage et traitement des effluents d'élevage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> d) Mise à jour du plan d'épandage : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.
<b>Constats :</b> Absence de notification du plan d'épandage. Une erreur a été relevée sur le bordereau d'export vers l'exploitation de Monsieur Tromeur, ou il est indiqué le transfert de compost au lieu de fumier brut.  De plus une cohérence devra être apportée sur les teneurs en azote du fumier entre les différents bordereaux d'exportation et le cahier de fertilisation dès la campagne en cours.  Le plan d'épandage devra faire l'objet d'une actualisation sous un délai de 4 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 8 : Réalisation du réexamen des MTD**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Élevage IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement (...) L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.
<b>Constats :</b> Dossier transmis et validé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 9 : Déclaration annuelle des émissions d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Élevage IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier.
<b>Constats :</b> Absence de déclaration des émissions d'atmosphériques d'ammoniac depuis la reprise. La déclaration des émissions d'ammoniac doit être réalisée tous les ans pour les élevages IED, avant le 31 mars suivant l'année civile concernée par la déclaration.  Réaliser la déclaration d'ammoniac pour l'année 2023 dès l'année 2014 .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 8 mois

## N° 10 : Dispositif de mesure du volume et relevé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prélèvement et consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation
<b>Constats :</b> Présence du forage à moins de 35 mètres de l'installation. Un compteur est présent dans chaque poulailler permettant de contrôler la consommation. Un relevé journalier est réalisé. L'analyse de l'eau du forage sur les paramètres bactériologiques et nitrates est réalisée sur eau traitée. Réaliser annuellement une analyse d'eau brute du forage, avant traitement
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Nettoyage des locaux et prévention des insectes et rongeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des accidents et des pollutions : tenue des locaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> <a href="#">Contrat avec la société "APA"</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Mise en place et entretien d'extincteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions constructives : prévention des risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : — s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; — par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b> <a href="#">La protection interne est assuré par des extincteurs. Un contrôle a été réalisé le 28/03/2023.</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : Entretien et vérification des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositif de prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires
<b>Constats :</b> <a href="#">Réalisation du Q18 par une société agréée en date du 16/03/2022</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 14 : Stockage des déchets à risques sanitaire : produits vétérinaires, cadavres**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Déchets et sous-produits animaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> <a href="#">Absence d'enceinte négative.</a> <a href="#">Les volailles mortes sont stockées directement dans les bacs.</a> <a href="#">Mettre en place un dispositif conforme pour la gestion des animaux morts sous un délai de 3 mois.</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois